

**ECONOMIE**

**POLITIQUE**

**SOCIÉTÉ**

**INTERNATIONAL**

**SPORTS**

**LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : LE RDFN S'ENGAGE DANS LE COMBAT !**

SENEWEBS.COM- Le Réseau pour le Développement des Femmes du Nord (RDFN) qui travaille à libérer les énergies et à insérer les femmes du nord dans l'entrepreneuriat féminin organise, sa première année d'activités. La manifestation aura lieu au CICES, le mercredi 6 juin 2012 à partir de 15h. La cérémonie est placée sous le Haut Patronage de Son Excellence M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal. Le Réseau pour le développement des femmes du nord (RDFN) est un projet qui s'insère en droite ligne dans la politique de lutte contre la pauvreté que le Sénégal a entrepris de dérouler depuis des années. Selon la présidente, Marième Selly Kane Diop, journaliste à la Rts, c'est un programme qui compte sur l'adhésion et l'implication des populations. Et parmi cette population, les femmes sont en pole-position.



**CÔTE-D'IVOIRE : EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE**

Le Trésor mobilise près de 72 milliards de FCFA. C'est un nouveau succès pour le Trésor Public. Le dernier emprunt obligataire par appel public à l'épargne a récolté 71 945 950 millions de FCFA contre un objectif de 60 milliards de FCFA au taux de 6,00%, sur la période 2012-2015. Lancé du 22 avril au 23 mai 2012, ce résultat a été présenté hier au siège de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Selon le Directeur général, Adama Koné, l'on note une souscription de 11 945 950 milliards de FCFA soit un taux de 120%. En se réjouissant de l'engouement des investisseurs à cette opération, le directeur général du Trésor a noté, cependant que le Trésor a été contraint d'y mettre un terme. « L'appétit manifesté par les investisseurs pour cet emprunt aurait pu nous amener à recueillir un montant plus conséquent. Mais nous avons été prudents en la circonscrivant à l'intérieur de notre capacité à rembourser dans trois ans », a fait comprendre Adama Koné. Par ailleurs, le directeur général a salué « l'intérêt grandissant » des particuliers pour les titres publics. En effet, pour cette opération, les particuliers ont souscrit pour 16 379 130 milliards de FCFA soit 22,77% contre 4,48 pour le TPCI précédent émis en septembre 2011. Les institutionnels ont enregistré 55 566 820 milliards de FCFA soit 77, 23%.

**Les assises s'ouvrent vendredi prochain**

**NEW YORK AFRICA** Les travaux de la première édition du New York Forum Africa, grande rencontre des décideurs économiques, s'ouvrent vendredi prochain à Libreville, en présence notamment de son initiateur, Richard Attias, ex-producteur du Forum de Davos et co-fondateur de la Clinton Global Initiative et de la Conférence des Prix Nobel.



**Richard Attias, promoteur du New York Forum Africa**

Libreville, la capitale du Gabon, accueille à partir de vendredi et jusqu'au 10 juin prochain, les travaux de la première édition du New York Forum Africa. Pour les organisateurs, cet événement se voudra être le plus grand rassemblement de décideurs économiques, jeunes entrepreneurs, fonds souverains et fonds d'investissements, décideurs politiques, médias leaders, experts et économistes intéressés par le continent africain dont la marche en avant est incontestable. New York Forum Africa se veut résolument tourné vers des solutions concrètes et des forces de

propositions afin de permettre à l'Afrique de rejoindre définitivement le concert des nations émergentes et en fort développement.

Par ailleurs, les questions clés de la création d'emplois, de l'éducation, de l'utilisation des ressources naturelles, des nouvelles équations énergétiques, des systèmes de santé, du rôle des femmes dans la société africaine, de la promotion des jeunes talents et génies africains, de la coopération avec l'Asie, les Etats-Unis, l'Europe, les pays du Golfe, l'Amérique Latine, du rôle du sport dans l'économie, seront traitées sous forme de priorités nationales et continentales.

Le Gabon a été retenu comme pays d'accueil du New York Forum Africa à la fois pour son positionnement géographique au cœur du continent, pour sa grande stabilité politique que pour la qualité de ses infrastructures, alors que le pays venait d'accueillir l'un des événements sportifs les plus importants : la Coupe d'Afrique des Nations. « Le Gabon est honoré d'accueillir et d'organiser cet exceptionnel Forum qui réunira les décideurs économiques

internationaux », avait déclaré le Président Ali Bongo Ondimba, avant d'ajouter : « L'Afrique a démontré ses immenses capacités de croissance et connaît, grâce à ses ressources humaines et naturelles, une véritable prospérité. Il est donc important que les leaders mondiaux commencent à prêter une véritable attention à notre continent ».

Richard Attias, fondateur du NYF, avait estimé pour sa part ce qui suit : « En 2012, à un moment où un grand nombre de pays dont les Etats-Unis et l'Europe essaient de remettre en route leurs économies, et ce, à la veille de plusieurs élections présidentielles, et au lendemain d'un printemps arabe qui a particulièrement affecté le nord du continent africain et démontré le désarroi de millions de jeunes, il nous a paru essentiel de tourner les projecteurs vers l'Afrique ». Et de poursuivre : « ce continent de plus d'un milliard d'individus à la vitalité retrouvée

et une croissance annoncée de 6 % attire l'attention d'investisseurs de plus en plus nombreux, et peut devenir une partie de la solution aux problèmes économiques internationaux et non un nouveau problème ».

Le New York Forum Africa intégrera toutes les innovations technologiques et d'interactivité qui font de cet événement une expérience unique pour les participants. Le NYF Africa produira un livre blanc qui sera présenté au G20 à Los Cabos, au Mexique, et à l'ensemble des Chefs d'Etats africains.

Rappelons que l'organisation de cette 1ère édition du New York Forum Africa a été voulue par M. Richard Attias, au terme d'une visite au Gabon au cours de laquelle il avait été reçu en audience par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

**Tourner les projecteurs vers l'Afrique**

**Berthe NZANG NANG**

**Mieux valoriser les produits forestiers non ligneux**

**SEMAINE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT** Le ministère en charge des Eaux et Forêts et celui de l'Economie, en collaboration avec FAO organise depuis hier, dans les locaux du ministère des Eaux et Forêts, un atelier s'inscrivant dans le cadre de la semaine nationale de l'environnement, dont l'un des objectifs est la vulgarisation du protocole de Nagoya, mettant l'accent sur la valorisation des produits forestiers non ligneux, entre autres.

La biodiversité exceptionnelle dont regorge le Gabon apparaît naturellement comme un potentiel inestimable pour son développement socio-économique. Se voulant leader dans la perspective d'une économie verte, le Gabon mesure donc à juste titre l'intérêt de veiller à la pérennité des ressources forestières, tout en capitalisant au profit des populations les retombées de cette œuvre de préservation. Ce moyen qui permettrait d'améliorer les conditions d'existence des communautés locales n'a pas encore pris forme.

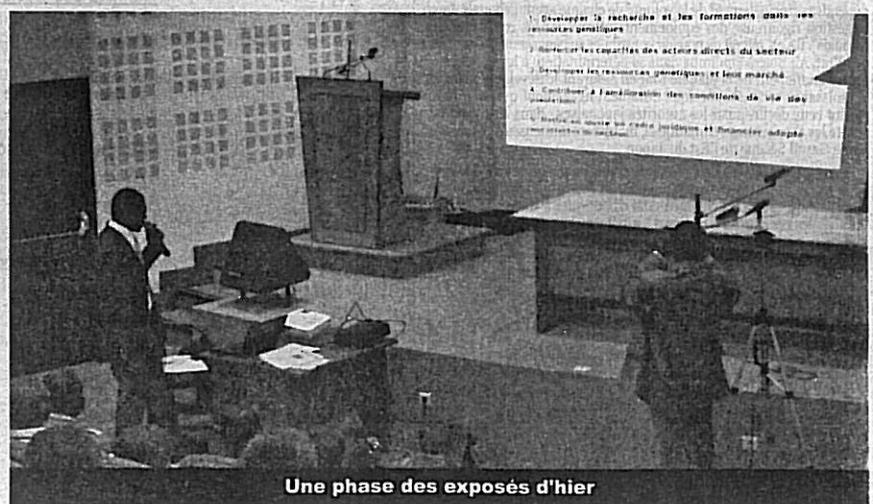
Pour y parvenir, le pays a sollicité et obtenu un appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) pour réaliser un projet d'appui à la gestion durable et à la valorisation des produits forestiers non ligneux. Ce projet est une déclinaison locale de l'engagement du pays à avoir droit à un accès et au partage des avantages qui y sont rattachés.

La stratégie ainsi élaborée résulte du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la Diversité biologique. En ratifiant ce protocole, dont l'entrée en vigueur ne tarderait pas selon les experts, les pro-

duits forestiers non ligneux qui figurent dans la gamme des ressources biologiques et génétiques devraient connaître une valorisation. D'où l'utilité de l'atelier initié par le ministère des Eaux et Forêts et celui de l'Economie, de l'emploi et du développement durable, en collaboration avec la FAO pour situer la place et le rôle des produits forestiers non ligneux.

Pour juger de l'adéquation de cette stratégie nationale avec le protocole de Nagoya, l'appropriation de ce dernier apparaît comme une nécessité impérieuse. Cet objectif de l'atelier ouvert hier au ministère des Eaux et Forêts, doit renseigner entre autres sur le champ d'application, le partage juste et équitable des avantages, l'accès aux ressources génétiques, l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, la contribution à la conservation et à l'utilisation durable et consors prévus dans cet instrument juridique.

A l'exemple de l'article 3, « le présent protocole s'applique aux ressources génétiques qui relèvent de la compétence de l'article 15 de la Convention ainsi qu'aux avantages découlant de l'utilisation de ces ressources. Le protocole s'applique également aux connaissances traditionnelles associées



**Une phase des exposés d'hier**

aux ressources génétiques relevant de la compétence de la Convention et aux avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances ».

Il faut souligner que la ratification qui exige un quorum de 50 pays dans sa

phase de ratification aux fins de la mise en œuvre du protocole n'est jusqu'à présent pas encore atteinte. Seuls 10 pays l'ont ratifié à présent, les 40 autres ne devraient pas tarder à s'exécuter, vu que la phase de signature a recueilli

près de 180 signatures. L'atelier se poursuit aujourd'hui.

**Amain MOUANDA MOUANDA**